



## Annales historiques de la Révolution française

350 | octobre-décembre 2007  
Justice, nation et ordre public

---

### Jacques Guilhaumou, *Discours et événement. L'histoire langagière des concepts*

Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, Annales littéraires, n° 804, 2006, 241 p., ISBN 2-84867-147-5-, 12 €

Raymonde Monnier

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11356>  
ISSN : 1952-403X

#### Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2007  
Pagination : 209-213  
ISSN : 0003-4436

#### Référence électronique

Raymonde Monnier, « Jacques Guilhaumou, *Discours et événement. L'histoire langagière des concepts* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 350 | octobre-décembre 2007, mis en ligne le 29 décembre 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11356>

---

Tous droits réservés

il remarque que Prieur s'intéresse avant tout au peuple, à la foule, à la Révolution populaire ce qui a pu l'entraîner volontairement à « oublier » quelques événements considérés comme essentiellement parlementaires. Le comptage des tableaux est ainsi implacable et renforce les arguments de l'auteur : 46 dessins où la foule est l'acteur principal tandis que 17 donnent le rôle premier aux autorités « légales ». Cet intérêt pour la représentation du peuple provient, à n'en pas douter, de ses convictions maratistes (p. 47), mais également, selon Philippe de Carbonnières, de ses aptitudes techniques : un talent pas si commun chez les peintres de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ! Puis, reprenant ses remarques précédentes concernant son goût pour le réalisme des décors et sa précision topographique, l'auteur observe encore la faculté de Prieur à croquer habilement la vie simple et banale des Parisiens, dans leurs métiers et leurs activités quotidiennes, « le tout dans des attitudes variées à l'infini, mais toujours justes » (p. 52). Enfin, la dernière partie qui clôt cette longue introduction s'attache au caractère théâtral des dessins de Prieur. Philippe de Carbonnières relève dans ces œuvres une volonté de l'artiste de représenter la Révolution comme un spectacle, ce qui en accentue la charge dramatique. Viennent ensuite les commentaires des 65 dessins conservés à Carnavalet, tous reproduits dans une mise en page splendide qui doit être saluée. Dans cette partie, le cœur du livre, l'auteur, pour chaque dessin équilibre son propos entre re-contextualisation historique et analyse de l'œuvre. Le livre devient alors un récit en images des quatre premières années de la Révolution. Comme nous l'avons déjà mentionné, quelques événements sont curieusement absents de cette histoire (le 4 ou le 26 août 1789 par exemple...) tandis que d'autres, plus anecdotiques, ont suscité un dessin. C'est aussi ce qui fait le charme de ces œuvres qui ne sont pas uniquement des illustrations distancées d'événements, mais des œuvres à part entière, fortes, engagées et souvent poignantes. Parmi les 66 images présentées et commentées de l'ouvrage, nous n'en retiendrons, faute de place, qu'une seule qui d'ailleurs n'a pas été conçue pour les *Tableaux historiques*. Il s'agit du n° 65 du catalogue, une illustration dont Philippe de Carbonnières conteste le sujet qui lui est généralement attribué : une scène des massacres de septembre. En complétant des arguments anciens et surtout en en développant d'autres, l'auteur repousse cette interprétation et propose, de manière très convaincante, l'épisode de la nuit du 9 au 10 thermidor comme sujet du dessin. Révéléateur de sa méthode et de la maîtrise de son sujet, cet exemple rend bien compte de la démarche de Philippe de Carbonnières qui, s'il n'évacue pas la complexité iconique et le contexte artistique, appréhende avant tout les images dans leur réalité historique. Un exemple à suivre et à appliquer pour tous ceux qui manient l'analyse et l'étude des œuvres artistiques.

Pascal DUPUY

Jacques GUILHAUMOU, **Discours et événement. L'histoire langagière des concepts**, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, Annales littéraires, n° 804, 2006, 241 p., ISBN 2-84867-147-5, 12 €.

Ce petit livre dense, en même temps qu'il donne une cohérence d'ensemble à plusieurs articles publiés dernièrement par l'auteur dans différentes revues et ouvrages collectifs, a le grand mérite de préciser les spécificités de l'orientation

prise en France, depuis une trentaine d'années, de ce qu'il est convenu d'appeler *l'analyse de discours du côté de l'histoire*, du fait du recours à une démarche non plus structurale mais « configurationnelle ». Se dégagent ainsi, avec l'importance prise par ce champ disciplinaire au plan méthodologique, ses principales orientations depuis les premières recherches en analyse de discours et sa confrontation permanente à d'autres disciplines qui lui permettent d'articuler les savoirs sans prétention à se constituer en discipline propre. Jacques Guilhaumou est bien placé pour réaliser une telle synthèse puisqu'il a été associé dès l'origine à une démarche sociolinguistique qui tissait des liens étroits entre histoire et linguistique, aux côtés notamment de Régine Robin et de Maurice Tournier, fondateur du laboratoire d'analyse de discours et de lexicologie politique de Saint-Cloud (CNRS/ENS). Si bien qu'en évoquant son itinéraire d'historien linguiste dans un chapitre introductif, c'est tout un parcours de la recherche en analyse du discours qu'il retrace, du moins du côté des recherches dix-huitiémistes. Du côté de l'analyse de discours et des pratiques langagières, l'ensemble des travaux de Jacques Guilhaumou témoigne à la fois de son attachement aux principes fondateurs et d'une ouverture constante aux problématiques qui ont progressivement enrichi l'analyse des textes politiques – la lexicométrie et l'analyse de *corpus*, l'histoire sémantique et le *linguistic turn* anglophone, et leur évolution parallèlement à l'histoire des concepts et des événements linguistiques. La révolution numérique permet par ailleurs l'accès à d'amples bases de données textuelles ouvertes à un espace discursif suffisamment important pour pouvoir caractériser l'usage des signes et les contraintes externes pesant sur le discours. Ainsi la base de données Textopol initiée notamment par Pierre Fiala (Paris XII), accessible sur le site du Céditec (<http://textopol.free.fr>), qui continue à développer avec d'autres unités de recherches les expériences menées initialement à Saint-Cloud, dans la perspective d'une ouverture à d'autres domaines de la communication politique. Plus directement historique et politique, l'entreprise Politec menée par Damon Mayaffre à Nice dans le cadre de ce qu'il appelle la *logométrie*, vise à un traitement automatisé des discours politiques.

Jacques Guilhaumou aborde, dans le second chapitre, l'histoire sociale de la langue française à partir des travaux et des problématiques actuelles et introduit les notions qui permettent de décrire le processus dynamique de formation et d'institution de la langue française aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. En partant de l'existence incontournable de la langue empirique, la notion d'événement linguistique montre comment le langage acquiert une stabilité et se matérialise à travers des sujets disposant de capacités linguistiques propres et d'outils spécifiques, tels que les dictionnaires de la « langue française » et les grammaires, qui jouent un rôle régulateur sur la base des jugements portés sur la langue commune par ses utilisateurs. Le trajet de l'héritage lockien sur la question du contrôle sémiotique conduit, de l'orientation analytique de l'*Encyclopédie* à son extension empirique avec les grammairiens comme Féraud, à un autre moment fort de l'histoire des événements linguistiques et au récit fondateur de la langue politique au sein de l'Assemblée nationale en 1789. Ce qui met en perspective les travaux déjà connus de Jacques Guilhaumou sur la langue politique de la Révolution française et ses recherches récentes sur Sieyès et le nominalisme politique. Le processus d'apprentissage public de la langue qui aboutit à l'institution d'une « langue nationale » sous la Révolution, participe d'une prise de conscience linguistique et d'une volonté explicite des contemporains de rationaliser l'usage pour lutter contre « l'abus des mots », dans la recherche d'une adéquation des mots et des choses.

C'est à une réflexion théorique sur la notion d'événement en analyse de discours qu'est consacré le troisième chapitre, qui propose des éléments méthodologiques dans le continuum d'une recherche de protocoles d'accord entre linguistes et historiens. On connaît l'étude pionnière de Lüsebrink et Reichardt sur la « prise de la Bastille », un des événements discursifs fondateurs de la République. L'examen de la progression ordonnée de trois déclinaisons de l'événement, l'événement linguistique, l'événement discursif et le récit d'événement en analyse de discours, permet de dépasser les notions de recherche en contexte et de recherche des usages en insérant l'énoncé d'archive dans une chaîne d'événements où éléments descriptifs et données réflexives sont indissociables. La description d'énoncés, leur mise en intrigue au sein d'un trajet thématique, amène à caractériser l'événement discursif en tant qu'acte configurant producteur de jugements et d'arguments. La perspective proposée introduit un point de vue référentiel qui accorde une place essentielle aux données empiriques qui structurent l'horizon régulateur de la langue, en considérant que cette *préstructuration historique* « se renouvelle en permanence dans des événements linguistiques, co-extensifs aux événements de discours, où la singularité de l'action s'ouvre ou non à l'innovation linguistique ». La mise en place d'un tel programme historique dépend de la narration individuelle ou collective, c'est-à-dire du récit d'événement, troisième volet du triptyque méthodologique proposé : une plénitude du récit illustrée, dans son aspect perspectiviste, par son propre travail discursif sur l'événement *Mort de Marat*, et par l'exemple de la série des *Vies politiques* proposée par Hannah Arendt : la narration de vie est exemplaire par ce qu'elle manifeste un sens inédit de l'avenir y compris dans son devenir héroïque.

Une réflexion sur la temporalité du récit et plus largement la temporalité de l'histoire l'amène à aborder dans le chapitre IV l'archéologie de l'idée de progrès du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècles, en appui sur les travaux en histoire des concepts, dans ses trois orientations principales - anglophone, allemande et française, soit l'histoire du discours, l'histoire sémantique et l'histoire linguistique. Partant des travaux de Reinhart Koselleck, pour qui « la perspective temporelle acquiert un statut méthodologique » avec la temporalisation de l'histoire dans la période 1750-1850, Jacques Guilhaumou propose une quadruple temporalité de l'idée de progrès - la conceptualisation des temps modernes (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles), le *Sattelzeit* avec l'apparition des concepts généraux à valeur temporelle, la Révolution française qui fait rupture en élargissant les possibles, enfin le temps de l'individu - pour suivre le rythme de cette temporalité de la modernité politique à travers l'apparition successive de nouvelles figures de l'action politique. Avec l'humanisme civique se mettent en place les nouvelles figures du sujet politique, le citoyen et le rhétoricien, le Prince et le législateur prophète ; la figure centrale de « l'individu vertueux » (Hobbes) associe par l'éloquence un maximum de citoyens (acteurs, spectateurs etc.) à la compréhension de la « science civile » et fonde la possibilité du progrès politique. On retrouve dans ce trajet thématique les travaux analysés au premier chapitre pour présenter les apports conjugués de l'histoire linguistique, de l'histoire sémantique et de l'histoire du discours au « tournant linguistique » de l'histoire des concepts. Bien qu'il existe en France des orientations distinctes en matière d'étude des concepts, Jacques Guilhaumou note avec raison la part prise depuis une dizaine d'années dans ce champ de recherches par l'histoire du discours et la socio-histoire du vocabulaire politique, initiées dans les années 1970 au laboratoire de lexicométrie politique de Saint-Cloud, maintenant largement connues grâce aux publica-

tions, notamment dans la revue *Mots*, créée en 1981 par Maurice Tournier et dirigée actuellement par Pierre Fiala, et les dictionnaire comme le *Dictionnaire des usages socio-politiques du français. 1770-1815* (8 fasc., 1985-2006). Jacques Guilhaumou souligne la spécificité de l'approche française en matière d'histoire langagière des concepts et précise, à partir du triple apport de l'histoire sémantique, de l'histoire du discours et de l'histoire linguistique, l'objet central de *l'histoire langagière des concepts* : celui « d'appréhender la production conceptuelle des individus auteurs/acteurs dans leur dimension à la fois empirique et historique ». C'est au sein du réseau international *History of Political and Social Concepts Group*, constitué en 1998 à l'initiative de Melvin Richter (New York) et Kari Palonen (Jyväskylä), qui organise un école d'été et des Conférences annuelles, principalement en Europe et en Amérique, que se retrouvent des chercheurs désireux de trouver un terrain d'entente entre les divers courants en histoire des concepts. L'accent est mis sur les problèmes théoriques, méthodologiques et empiriques, liés aux transferts, traductions et ré-interprétations des concepts socio-politiques dans les divers pays. Le réseau, qui réunit une centaine de correspondants de différentes disciplines, est doté d'un site et publie les principaux travaux du groupe dans des revues internationales et dans sa propre revue chez Brill, *Contributions to the History of Concepts* (<http://contributions.iuperj.br>).

Jacques Guilhaumou analyse les apports théoriques des trois principaux courants qui structurent actuellement l'histoire des concepts, dont les deux plus connus sont la sémantique historique, initiée en Allemagne par Reinhart Koselleck avec la *Begriffsgeschichte*, et les travaux de « l'école de Cambridge », qui participent du renouveau de l'histoire intellectuelle depuis plus de trente ans, du côté du contexte langagier et de la dimension performative des actes de langage, avec John Pocock et Quentin Skinner. L'évocation des problématiques actuelles autour de l'histoire contextualiste l'amène à mettre en évidence le récent « tournant anthropologique » en matière d'histoire du discours. Il y revient dans la postface à propos de la quête de « la connexion empirique entre la réalité et le discours » (Koselleck), à partir du double retour à Saussure – sur la question de la langue comme fait social – et à Sieyès, avec la publication des manuscrits de ces deux auteurs, dans la perspective d'une prise en compte par le linguiste d'une dimension herméneutique du langage. Il poursuit sa réflexion en conclusion sur la notion d'événement autour de l'écriture poétique de Borges et de l'approche philosophique de Gilles Deleuze. La copieuse bibliographie qui clôt le volume fait état de tous ces travaux, tant du côté des linguistes, que du côté des philosophes, des politistes et des historiens. Tout en rappelant les travaux et les noms (Bakhtine, Benveniste, Barthes, Derrida, Faye, Foucault, Habermas, Wittgenstein...) qui ont marqué une période riche en France et en Europe au plan conceptuel grâce à une rencontre soutenue entre sciences humaines et sociales, Jacques Guilhaumou propose un vaste panorama des orientations et de l'élargissement permanent de l'analyse du discours à la lumière des travaux empiriques qu'ils suscitent, du côté notamment de l'histoire et de la linguistique. On notera l'apport majeur de l'analyse de discours dans sa spécificité française comme approche interprétative des faits discursifs et linguistiques, et la place qu'elle tient désormais au plan méthodologique aux côtés des travaux des historiens allemands et anglophones dans le riche bilan des travaux en histoire langagière des concepts. Se pose alors le problème de la réticence des historiens français à reconnaître l'apport des travaux sur les pratiques langagières dans le domaine de l'histoire. Les historiens de la Révolution française d'ailleurs ne font pas exception, et

s'ils consentent à reconnaître la nouveauté de telles approches répugnent à leur concéder un apport interprétatif à l'histoire de la période. On mesure par là le décalage entre la position marginale de ce courant en France et sa reconnaissance à l'étranger, au sein notamment de l'histoire des notions concepts, depuis son rapprochement fructueux avec les historiens allemands et les chercheurs du monde anglophone.

Raymonde MONNIER

David BELL, **The First Total War, Napoleon's Europe and the Birth of Warfare as We Know It**, Boston & New York, Houghton Mifflin Company, 2007, 420 p., ISBN 0-618-34865-4, 27 \$.

Les événements contemporains influençant radicalement l'écriture de l'histoire, il n'est pas étonnant que les guerres de la période révolutionnaire et impériale soient lues actuellement en utilisant le concept de « guerre totale » théorisé par Carl Schmitt. Elles se sont inscrites évidemment dans les débats autour des guerres et des totalitarismes du XX<sup>e</sup> siècle, et maintenant dans les comparaisons avec les guerres menées notamment contre le terrorisme. L'auteur s'engage ici dans cette dernière voie, s'adressant explicitement à un lecteur américain de notre siècle. Rappelant que les pertes américaines sont l'équivalent du bilan humain de deux week-ends et demi sur les routes aux États-Unis, il manifeste d'emblée son refus des tabous. Montrant les Lumières comme le temps pendant lequel la guerre, devenue objet de répulsion, est censée devoir disparaître de l'histoire universelle, avant que le XIX<sup>e</sup> ne popularise une fascination romantique pour cette activité, il étudie cette charnière du XVIII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, pendant laquelle a basculé l'image de la guerre.

Le livre, construit chronologiquement de la guerre en Corse à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle aux guerres napoléoniennes, défend une thèse que l'on peut résumer ainsi : alors que la culture militaire de l'Ancien Régime mettait en œuvre un contrôle du corps viril unissant autant la séduction que la force, expliquant que les aristocrates aillent au combat empanachés et que le coût du soldat était élevé, progressivement la guerre est devenue une affaire de masse, dans laquelle le prix de l'individu a fondu tandis que l'accoutumance à l'horreur s'est généralisée. La violence sauvage était limitée aux confins de la guerre ordinaire dans un XVIII<sup>e</sup> siècle marqué par la culture des Lumières, convaincu de l'entrée dans un monde cosmopolitique et pacifique. La Révolution, notamment après les journées d'octobre 1789, renverse la culture aristocratique en même temps qu'elle insiste sur l'héroïsme national et la dimension virile de la guerre. L'élan des volontaires, puis surtout la militarisation croissante de la société sont consacrés par la victoire de Valmy, qui lance le pays dans une guerre impétueuse, transformée peu à peu en guerre de masse. La radicalité politique confirme cette évolution qui s'appuie sur le culte des martyrs et le refus de la complexité. En découle notamment la violence en Vendée, qui serait le premier lieu de cette guerre totale, où la vengeance, la guerre civile échappent à tout contrôle. Napoléon en tournant à son profit l'énergie libérée accentue la professionnalisation de l'armée, renforce la culture héroïque, comme le lien personnel entre soldats et chef. La violence devient liée à la gloire, et la guerre nourrit la guerre. Les atrocités ne sont plus contrôlées alors que l'armée devient le pivot politique du pays. Les guerres napoléoniennes prennent la suite avec l'enfon-